INTERVENTION COMMUNISTE

URCF

UNION DES RÉVOLUTIONNAIRES-COMMUNISTES DE FRANCE (CONSTRUCTION DU PARTI)

N° 113 — Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous ! — Novembre Décembre 2012

UN GOUVERNEMENT AU SERVICE DU CAPITAL

FORGEONS L'OPPOSITION ANTICAPITALISTE

Après six mois de gouvernement PS, le peuple-travailleur peut déjà constater que l'alternance avec l'UMP ne débouche que sur une nouvelle expérience social-démocrate (ou plus exactement social-libérale) de gestion des intérêts de la bourgeoisie, au détriment de ceux de la majorité de la population. Qu'il s'agisse de la multiplication de cadeaux au Capital, de la ratification du Traité budgétaire européen, de la continuation de la politique d'austérité pour les travailleurs, des ingérences et préparatifs de guerre en Syrie et au Mali..., la politique mise en œuvre par Hollande et son gouvernement vise à développer les profits des monopoles français dans la phase actuelle de crise du système capitaliste, en faisant payer les travailleurs.

Les mensonges sur la démondialisation prônée par Montebourg avant les élections se dissipent. Face à la dictature des entreprises monopolistes et au dogme de la compétitivité, celui-ci a vite révélé son ralliement à l'inéluctabilité de la fermeture de l'usine PSA d'Aulnay et à la nécessaire baisse du "coût du travail" sous couvert d'un « effort partagé ». Aux 470 travailleurs de la raffinerie de Petit-Couronne, il présente comme hypothétique repreneur un fonds souverain libyen, pour autant que le terme "souverain", dans un pays tombé entre les mains des monopoles occidentaux du pétrole et de leur instrument Al-Qaïda, signifie encore quelque chose.

Parmi les dernières mesures du gouvernement figurent la hausse de la TVA et la baisse des cotisations sociales en échange d'un crédit d'impôt, c'est-à-dire à nouveau un transfert des revenus du travail vers le capital. Des coupes budgétaires à hauteur de 10 milliards qui visent certains ministères et des collectivités locales, de nouvelles éco-taxes sont aussi annoncées. On est donc loin d'une "autre politique possible" prônée par les formations à gauche du PS qui déplorent, comme le Front de Gauche, que Hollande ait tourné le dos à ses promesses, comme celle de taxer les revenus du capital au même taux que ceux du travail. C'est que faute de comprendre et de dénoncer le mécanisme unique liant le Capital à l'appareil d'État et à son personnel politique, faute de remettre en cause la propriété privée des moyens de production et l'exploitation capitaliste, et de présenter la démocratie bourgeoise comme une dictature de classe, il est impossible de satisfaire les besoins, d'assurer une véritable démocratie populaire. L'exigence, c'est le pouvoir ouvrier et le socialisme.

L'adoption du TSCG au Sénat à majorité PS puis à l'Assemblée Nationale, également à majorité PS (avec 477 voix pour), confirme encore une fois l'inanité des appels à une « autre Europe », qui fusaient encore lors des manifestations contre ce Traité. Les tenant de la critique de gauche contre la "règle d'or" de Merkel et de Sarkozy n'ont pas étendu le mouvement à un appel à la lutte générale contre la politique d'austérité de Hollande et contre l'Union Européenne ; cela révèle le fait que la social-démocratie est objectivement un allié du Capital, dont le rôle est d'empêcher la prise de conscience révolutionnaire et le combat anticapitaliste et anti-impérialiste. Pour sa part, l'URCF appelle à continuer le combat contre l'UE, notamment en soutenant l'appel à un référendum contre le TSCG, mais surtout en aidant les travailleurs à affronter les monopoles, français ou étrangers, et le gouvernement qui les sert. C'est en effet par les luttes convergentes des travailleurs contre les licenciements, les fermetures d'usines, le démantèlement de ce qui reste des services publics, qu'il est possible d'imposer des reculs au Capital et au pouvoir.

Une opposition anticapitaliste est nécessaire pour sortir de l'impasse du réformisme qui, de la liquidation du syndicalisme de lutte de classe à la destruction du parti communiste en tant que parti révolutionnaire, a lié les mains de la classe ouvrière et a accompagné toutes les politiques de régression de la bourgeoisie sans même obtenir une seule victoire importante autre que celles que les travailleurs ont su imposer contre lui, comme le NON au Traité constitutionnel en 2005.

Cette opposition, si elle veut être porteuse d'un anticapitalisme qui ne soit pas que verbal et qui dépasse les habituels slogans sur « le partage des richesses », nécessite que les communistes y soient nombreux et puissants, que les travailleurs y imposent leurs revendications, que les forces démocratiques et de paix puissent y combattre la dictature de la classe possédante, les menaces de guerre, et qu'elles œuvrent à la rupture avec la 5ème République. L'URCF travaille, pour ce faire, à accélérer la construction du Parti en lien avec les luttes et la solidarité internationale des peuples.

Il faut en finir avec les illusions sur la gauche réformiste et sociale-démocrate, et faire grandir la conscience que ce gouvernement au service du Capital est un **gouvernement ennemi des travailleurs**.

L'Urcf.

Photo urcf.ic.

L'URCF à l'action contre les monopoles casseurs d'emplois.

La crise actuelle est celle du capitalisme, c'est-à-dire que la propriété privée des moyens de production et d'échanges permet à une minorité d'exploiteurs de s'enrichir sur le dos des travailleurs ; mais, pour pérenniser cette situation, cette minorité ne cesse de développer sa guerre anti-sociale contre le monde du travail pour essayer de maintenir sa domination, ses profits.

La liste des licenciements est longue. Les luttes sont isolées, il n'y a pas de solidarité réelle, coordonnée, la grève générale, le tous ensemble et en même temps n'est pas la tasse de thé des directions syndicales réformistes.

Le combat se termine - pour le moment - sur un échec, les CONTI, FRALIB, etc.

En sera-t-il de même pour PSA?

L'URCF, ses militants, sont dans l'action devant les entreprises, dans les manifestations avec nos tracts, notre journal *IC* appelant à la nationalisation sans indemnité ; mais alors que les travailleurs n'ont plus l'habitude d'entendre cette proposition, on constate que notre mot d'ordre passe bien !

À ceux qui se battent pour un aménagement du licenciement, à ceux qui prônent la « réquisition » (mesure qui restituera l'entreprise à son monopole), l'URCF propose dans un premier temps la nationalisation sans indemnité (les travailleurs ont déjà payé, ce sont eux qui créent la plus-value!) et sous contrôle ouvrier, des grandes entreprises qui font des profits et qui, de plus, ont touché de l'argent public (notre argent), non pas pour développer les emplois, ou augmenter les salaires, mais pour satisfaire les actionnaires ! Ça suffit !

Qui sont-elles?

ARCELOR MITTAL, PSA, TOTAL, SANOFI, etc.

Les travailleurs doivent prendre leur avenir en mains, et s'opposer à tout aménagement de leur licenciement, s'approprier le mot d'ordre de NATIONALISATION SANS INDEMNITÉ, seule solution pour défendre réellement et développer les emplois dans le pays, sachant que cette mesure se situe encore dans le cadre du capitalisme ; mais, ce sera un premier pas dans la lutte de classe continue pour le renversement de son système d'exploitation et de son État, dans la perspective du socialisme, c'est-à-dire de l'appropriation par les travailleurs des moyens de production et d'échanges.

C.E.

A l'action contre les monopoles casseurs d'emplois

P S A : Nationalisation ou délocalisation ?

L'URCF a lancé à la Fête de *l'Humanité* une pétition pour la nationalisation de PSA sans compensations ni indemnités avec contrôle ouvrier. Cela correspondait aux engagements pris par l'URCF vis-à-vis des travailleurs lors d'une distribution de tracts contre la fermeture, sur le site d'Aulnay en juillet 2012. 4 000 signatures sont alors récoltées parmi les travailleurs et la population au travers de diverses initiatives. Cela ne reste pas inaperçu, et la propagation de la démarche fait des émules : nous apprenons par exemple que les travailleurs de la PILPA, fabriquant de glaces à Carcassonne, luttent contre la fermeture de leur usine en étant conscients que la seule véritable solution immédiate est la nationalisation de celle-ci sans compensations ni indemnités ! Les partis de gauche, en raison de l' interdiction des nationalisations par l'U.E., s'alignent sur l'impérialisme. Et le mot d'ordre d'Europe sociale, avancé par le Front de Gauche, est totalement décrédibilisé. Les mots d'ordre compensatoires, pour tourner autour de la question sans se déterminer, foisonnent à « la gauche de la gauche » : « réquisition ! » ou « interdiction des licenciements ! »…, mais les travailleurs prennent de plus en plus conscience de la nécessité de la nationalisation, en soutenant la pétition de l'URCF. Seul ce mot d'ordre dépasse le statu quo, contenu dans les autres propositions. Selon le bon vieux sens populaire, il paraît douteux que le PS au gouvernement se prononce jamais pour une interdiction des licenciements. Car il n'est pas possible de s'attaquer au capitalisme tout en soutenant… le Capital. Ainsi, sous la pression, la direction de PSA jette de la poudre aux yeux aux travailleurs pour désamorcer luttes sociales et affrontements idéologiques. Philippe Varin annonce une réunion tripartite entre les syndicats et le gouvernement. Alors que PSA n'entend rien lâcher sur la suppression des 8 000 emplois, les syndicats qualifient quand même l'attitude de la direction de « premier recul », puisque jusqu'alors il n'était pas question pour PSA de discuter sur les questions se rapportant à la restructuration.

Le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, fébrile, s'empresse de lâcher 7 milliards d'euros pour recapitaliser la banque de PSA. En effet, les agences de notations empêchaient PSA d'emprunter à taux d'intérêts réduit ; et c'est le gouvernement social-démocrate qui pique dans les poches des travailleurs pour donner aux casseurs d'emplois ! Pour le payer, le gouvernement, qui avait prévu dans le budget 2013 de prélever 10 milliards de recettes sur les entreprises, réduit du coup son ambition à 3 milliards, mais ne renoncera pas à prélever 20 milliards sur les ménages et les services publics ! La direction de PSA propose « en compensation » de geler les dividendes des actionnaires pendant trois ans, de reclasser 600 travailleurs dans la société ID Logistic, et de nommer un salarié au conseil d'administration, ouvrant ainsi la voie à une plus grande soumission des travailleurs, selon le principe patronal de la cogestion.

Ces engagements de PSA ne peuvent aucunement être assimilés à quelque recul que ce soit :

Premièrement, les petits actionnaires vendront leur part, faute de rentabilité immédiate, et les plus gros les rachèteront à bas prix, en encaissant le pactole à la fin de l'échéance.

Deuxièmement, le reclassement de 600 travailleurs dans ID Logistic ne diminuera aucunement les 40 000 emplois supprimés en amont et en aval par la restructuration de PSA ; quant au reclassement, quand bien même il serait garanti par l'État, il ne compensera pas les suppressions de postes qui plombent dans le pays la recherche d'emplois en grossissant les effectifs des chômeurs.

Troisièmement, le projet de PSA reste intact : il maintient son cap contre l'emploi sans préciser la stratégie industrielle après la fusion avec Général Motors. Cependant, certains projets de GM et de PSA portent sur la réalisation de deux monospaces et de voitures de haut de gamme. Selon la volonté du patronat de l'automobile, les petites cylindrées seront fabriquées dans l'hexagone, là où les salaires seront les moins élevés, non pas pour vendre les voitures moins chères, mais pour faire plus de profits.

Alors, qui du gouvernement ou du Front de gauche réussira-t-il à mieux gérer le capitalisme ? Lorsque Hervé Bramy (PCF 93) revendiquait « un moratoire sur les licenciements et le maintien de la C3 jusqu'à la fin de la date de sa commercialisation », ces deux mesures devaient servir, selon le PCF, à préserver l'emploi jusqu'au « rebond » de l'automobile, prévu en 2016 par les experts ! Lorsque la récession économique ne cesse de s'en prendre aux salaires et à l'emploi, quelle boule de cristal permet au PCF de s'exprimer ainsi ? Le refus de s'engager dans une rupture vis-à-vis du Capital conduit le PCF à mentir aux travailleurs pour faire espérer un capitalisme à visage humain ; c'est scandaleux et anti-ouvrier, c'est carrément de la propagande pro-impérialiste ! Une autre démarche est fort heureusement proposée par l'URCF pour permettre aux travailleurs d'exprimer des solutions véritables : la nationalisation sans indemnisation, pour à la fois mettre en recul le grand Capital et sauver l'emploi industriel dans notre pays.

L'Union Européenne interdit les nationalisations

L'URCF travaille à la mise en place de comités de lutte qui intégreront les revendications des travailleurs avec de véritables solutions anticapitalistes. Cela aura pour utilité de permettre aux travailleurs de se battre sur la base de leurs intérêts sans attendre le point de vue des états-majors politiques et syndicaux auxquels ils se réfèrent. Ainsi, l'intérêt des travailleurs (qui se doit de poser la question de la propriété des entreprises), triomphant des clivages, sera déterminant à la fois pour l'union de la classe ouvrière dans la lutte contre le Capital, et pour la construction d'un front d'alternative populaire, point d'appui indispensable à la révolution socialiste. La volonté de lutte existe déjà avec la mobilisation pour la nationalisation des entreprises qui délocalisent ; ainsi les comités des travailleurs deviendront, avec l'évolution du rapport des forces, des institutions nouvelles qui briseront l'État bourgeois. Le renforcement de l'URCF par les adhésions nouvelles accélèrent la construction du Parti communiste, indispensable au pays et aux travailleurs.

A.BJ.

Manifestants de Gandrange. Photo Urcf.*Ic.*

Budget 2013 – Budget de classe au service des intérêts financiers

Contrairement à une analyse superficielle, la politique néolibérale du Capital n'a pas supprimé l'intervention de l'État bourgeois. Aujourd'hui, la subordination de plus en plus grande de l'État aux monopoles se traduit par des aides financières publiques « pour l'emploi » (comme alibi) sans aucun droit de regard de l'État. On le voit avec les groupes qui bénéficient de l'argent public et cassent les emplois pour satisfaire le profit maximal. Autre intervention décisive de l'État : l'élaboration d'un budget de classe qui va orchestrer et ainsi faciliter l'exploitation collective de la classe ouvrière et des autres catégories de travailleurs, en ponctionnant et transférant l'argent public dans les poches de la classe capitaliste et surtout de l'oligarchie financière. Le budget 2013 a anticipé l'adoption (prévisible en raison du consensus PS-UMP) du Traité européen d'austérité dont il applique les directives. Les recettes de l'État se montent à 312 milliards, dont la TVA représente plus de la moitié. Les impôts indirects comme la TVA sont les plus injustes, puisqu'ils imposent « à égalité », quels que soient leurs revenus, l'aristocrate financier et le chômeur.

La cause de la dette publique est dans l'aide publique aux entreprises privées.

Le budget 2013 prévoit 85 milliards (+ 13 %) d'aides publiques aux entreprises. A cela s'ajoute l'ensemble des aides : exonérations (l'année dernière, 180 milliards), subventions de l'UE, aides des collectivités locales, congés de formations, etc.., soit une somme de 225 milliards prévus.

C'est là la cause, année après année, de la « dette publique ». Ainsi, c'est l'équivalent du montant des recettes annuelles du pays qui sont redistribuées à la classe capitaliste. Il faut percer le mur du mensonge des médias qui veulent nous convaincre de « l'insupportable charge patronale » qui expliquerait la « non compétitivité » des entreprises françaises. Pour illustrer le caractère très polarisé et inégalitaire de la société, ajoutons que les seuls dividendes et intérêts annuels des actionnaires en 2012, se sont montés à 318 milliards, autre montant équivalent aux recettes de l'État ! La richesse produite annuellement s'élevant à 950 milliards, ainsi ce sont près de **60** % des richesses qui sont accaparées et spoliées par 3 à 4 % de la population !

Démagogie fiscale du PS.

Le candidat Hollande avait promis une « progressivité de l'impôt », une « fiscalité juste ». Tromperie social-démocrate, il n'en est rien évidemment.

L'impôt sur les revenus des particuliers rapportera 72,6 milliards, celui sur les sociétés 52,3 milliards et la TVA pour un montant de 141,4 milliards. Au nom de l'obligatoire et imposée politique de « *réduction des déficits publics* » du Traité « Merkozy », le gouvernement social-démocrate/écologiste se fixe l'objectif de 30 milliards d'économie : 10 milliards concernant la réduction des dépenses publiques, 20 milliards d'impôts supplémentaires financés « pour moitié » par les revenus du Capital, et le gouvernement d'entonner l'hymne à « l'équité ». La réalité s'inscrit en faux, puisque les travailleurs et les couches moyennes seront les victimes des réductions des dépenses publiques, notamment dans le domaine de la santé, des transports, de l'énergie. Les travailleurs passeront donc deux fois à la caisse ! De plus, le Capital sait conduire sa lutte de classe pour exercer sa pression sur des gouvernements en proie au mécontentement et à la colère, pour rafler toujours plus. Prenons le mouvement des « pigeons » sur Internet, c'est-à-dire des patrons des « start-up », entreprises informatiques qui se montent et qui se vendent au bout de 2 ans en moyenne. C'est là une forme particulièrement parasitaire du capitalisme contemporain, puisque l'objet est de s'assurer une plus-value juteuse à la revente. Le gouvernement proposait une taxe sur les cessions des start-up ; quelques messages sur le Net auront suffi à faire reculer le ministère de l'économie. L'AFEP (qui regroupe les PDG des 98 plus grands monopoles français) exprime à son tour son exigence d'un « choc de compétitivité », appelle à amplifier la « baisse du coût du travail » et refuse d'être taxé à la même hauteur que les revenus du travail. L'AFEP demande des économies budgétaires de 60 milliards (soit deux fois plus) et propose « *un pacte pour relancer la croissance et l'emploi* ». Hollande s'est empressé de les recevoir dès parution de leur appel.

Suite page 3

A l'action contre les monopoles casseurs d'emplois

Budget 2013 – Budget de classe au service des intérêts financiers

Suite de la page 2

Cette pression s'inscrit dans la mise en œuvre de la stratégie des monopoles pour ramener les conditions et formes d'exploitation au 19ème siècle. Écartelé entre ses maigres promesses et un fort mécontentement populaire (mais qui ne débouche pas sur l'action), nul doute que le gouvernement PS au service des monopoles appliquera leur stratégie anti-ouvrière et anti-populaire. Pression qui constitue aussi un écran de fumée qui vise à saper la colère populaire en laissant entendre que le Capital verrait en Hollande un « adversaire ». À l'URCF d'agir pour que la duperie sur « la prétendue taxation du Capital » ne fonctionne pas. Le budget 2013 reste un budget de classe au service des intérêts financiers. Le correctif budgétaire prévisible - vu le taux de croissance prévu très optimiste (+ 0,8 %) - sera d'ailleurs l'occasion pour le Capital de renforcer l'austérité.

L'URCF, s'appuyant sur les chiffres réels de l'économie française, dénoncera devant les travailleurs l'exploitation renforcée et le pillage des revenus du travail par le gouvernement social-démocrate, sous la dictée du Capital monopoliste national et européen.

Plus que jamais, les grèves sont la voie pour se défendre au quotidien et imposer des reculs au pouvoir. L'avenir n'est pas dans un utopique et impossible « partage des richesses », mais dans l'expropriation des expropriateurs par le socialisme et le pouvoir ouvrier.

JLS

Suite au prochain numéro : le budget de la sécurité sociale

Quand les pigeons nous plument !

Commençons par une citation du *Figaro*, l'un des organes de l'oligarchie financière : « *Ce mouvement des pigeons est une triple bonne nouvelle pour l'économie française. D'abord, elle redonne enfin des visages aux entrepreneurs « de base » qui ont, comme aux plus belles heures du syndicalisme traditionnel* (souligné par nous IC), *débordé leur direction. Pendant que le MEDEF et la CGPME, empêtrés dans leur costume d'organisations patronales représentatives, sont contraints à la stratégie du donnant-donnant dans les négociations avec le gouvernement, que les patrons des grandes entreprises représentés par l'AFEP se font cajoler par l'Élysée (…) on trouve, loin de ce cercle du pouvoir, des entrepreneurs prêts à prendre publiquement la parole, à défendre leur place et leur rôle dans la société.* »

Ensuite, *le Figaro* nous présente ses héros modernes : « *Geoffroy Roux de Bézieux, qui a fait fortune en revendant Phone House, en a réinvesti une grande partie dans Virgin mobile (…) ; Charles Beigbeder qui, au début des années 2000, avait revendu les 17,45 % du Capital qu'il détenait dans SELF Trade pour une valorisation de 911 millions d'euros, a depuis recréé deux entreprises tour à tour dans l'énergie Poweo, puis l'agriculture Agrogénération (…) et pour tout dire, c'est parce qu'ils sont déjà riches qu'ils peuvent tenter des aventures périlleuses* ».

Chaque classe choisit ses héros, selon sa vision du monde. *Le Figaro* ne parviendra pas à rendre populaires ces « buveurs de sang ouvrier », comme on disait « *aux plus belles heures du syndicalisme traditionnel* ». Nous retenons la leçon et les marxistes-léninistes travaillent à faire revivre le syndicalisme de lutte de classe (qui sera alors dénoncé dans les colonnes *du Figaro*), afin d'œuvrer à la révolution socialiste qui assurera la propriété sociale et collective des moyens de production et d'échange, mettant fin aux « aventures périlleuses ».

Comité de rédaction.

Le combat contre l'U.E. continue !

L'Union européenne, ce marché de dupe, met en danger des centaines de millions de travailleurs et la paix dans le monde

Les manifs contre le Traité européen. Photo Urcf.Ic.

Depuis des années, on tente de duper les travailleurs sur la construction d'une Europe sociale et de plein emploi capable de faire front face à l'hégémonie des banques et des grands monopoles industriels dans une économie de marché mondialisée. Depuis des années, l'URCF dénonce cette supercherie dont la dernière en date a été le Traité européen sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG).

Ce Traité est un pacte budgétaire qui avalise la fameuse "règle d'or" et impose aux États de l'Union européenne d'inscrire dans le marbre la réduction des déficits publics. Les Français ne sont pas consultés, mais le 9 octobre dernier, les députés de la coalition PS/ UMP l'ont ratifié dans leur bunker de l'Assemblée nationale.

Ce passage en force antidémocratique est révélateur de la nature même du gouvernement Hollande. Sous couvert de retour à l'équilibre et de stabilité budgétaire, l'Union européenne, par États interposés, veut imposer en permanence par la loi l'austérité aux travailleurs au profit de la minorité des nantis qui s'enrichit de la crise.

Ce vote n'est donc pas un choix mineur, car il va peser sur la vie quotidienne de millions de personnes pour des décennies à venir. Ce choix n'est ni anodin, ni neutre. À l'évidence, il sert l'intérêt de la bourgeoisie dont les profits n'ont jamais été aussi élevés.

Il est nécessaire de rappeler que la loi organique a pour but non seulement l'application de la "règle d'or », mais aussi le fait d'entériner tous les traités antérieurs (Acte unique, Rome, Maastricht, Nice, Barcelone, Amsterdam, Lisbonne, etc.), qui ont tous été écrits sous la dictée des monopoles. Ces traités, une fois adoptés mais toujours imposés sont une arme de destruction massive des droits et des acquis des travailleurs. Le bilan est particulièrement dramatique : des millions de chômeurs, (plus de 278 millions en Europe) des millions d'hommes et de femmes sous le seuil de pauvreté, les délocalisations, l'allongement de la durée du temps de travail, l'augmentation de l'âge pour le départ à la retraite, etc.

Outre les mises en causes de tous ces acquis sociaux, avec sa règle d'or, l'Union européenne liquide la souveraineté des pays et ambitionne de créer les conditions d'irréversibilité à tout changement démocratique (Les nationalisations sont interdites), et a fortiori à tout changement de système politique ou de société.

En se renforçant de la sorte, l'Union européenne, avec ses calculs mercantiles, se structure en force belliqueuse dans le cadre de l'Otan, pour le repartage du monde et le pillage des zones dominées (Afrique et Moyen Orient etc..). Elle constitue une menace pour la paix dans le monde.

Les fausses solutions du parti de la gauche européenne et de la CES

Depuis des années, l'URCF dénonce les illusions semées par les formations réformistes alignées sur l'U.E. et payées par cette dernière. Les forces syndicales, sous l'égide de la CES, ne font qu'accompagner les directives de l'U.E., en proposant un simple « accompagnement social ».

Aujourd'hui, les faits sont là : les grands groupes capitalistes nationaux-multinationaux agissent librement ! Malgré de rares "journées de mobilisation" sans lendemain, les syndicats restent l'arme au pied, alors que depuis des années, les massacres sociaux se poursuivent avec leurs chapelets de délocalisations et de plans sociaux : Renault–Vilvorde, Danone, Marks et Spencer, Michelin, Cellatex, Adelshoffen, Sanofi, SNCF, PSA, etc. Des situations identiques se comptent par dizaines en France et par centaines, voire par milliers en Europe.

En Grèce, en Espagne, au Portugal, en Italie et dans d'autres pays, les grèves générales succèdent aux grèves générales. Les luttes menées par les travailleurs dans ces pays attestent de la façon la plus claire que l'Union européenne se construit contre eux et contre les peuples en développement.

Relever le défi de la désinformation et les tromperies, organiser la solidarité de lutte des peuples d'Europe

Ainsi, « l'Europe autrement », revendiquée par le Front de gauche dans le cadre de l'UE, est illusoire, parce que ce slogan ignore la nature impérialiste de la construction européenne et la domination totale des multinationales. Tout comme est chimérique la position des souverainistes qui considèrent possible, dans le cadre du capitalisme contemporain, le retour à une France indépendante.

L'URCF invite les travailleurs, qu'ils soient salariés ou sans emploi, jeunes ou retraités, à démythifier l'idée que répandent les tenants de "l'Europe autrement" comme une alternative à l'Union européenne, sans remettre en cause le système capitaliste, et à lier le combat contre l'U.E. impérialiste avec le combat pour le socialisme.

L'URCF appelle à la solidarité de lutte avec les peuples d'Europe, comme avec les travailleurs de tous les pays à travers le monde.

A.B.

Derrière la politique d'austérité, la volonté de casser toutes les conquêtes

Après Chatel, Peillon, : L'École toujours plus au service du Capital !

Durant la campagne du candidat Hollande, démagogie et brouillage de pistes n'ont pas manqué, concernant le thème de l'école, pour capter les voix des travailleurs de l'Éducation : la promesse de créations de postes, notamment à l'école primaire, devait suffir à tourner la page de l'ère Sarkozy, prétendaient candidat et médias ; alors même que la politique de casse du système éducatif, menée à travers les contre-réformes successives depuis les années 2000 (sous l'égide du processus de Lisbonne), n'était nullement remise en cause, malgré les discours lénifiants sur la « Refondation de l'Ecole ».

Quatre mois après sa prise de fonction, le nouveau ministre Peillon poursuit cette tactique d'enfumage médiatique, d'abord en affichant une apparente priorité au 1er degré, au détriment du Second degré, en présentant des chiffres en trompe l'œil, compte tenu de la réalité budgétaire, et surtout, en assurant la continuité voire l'accélération des réformes engagées depuis 5 ans, qui ont déjà fortement accru les inégalités scolaires et le caractère ségrégatif du système éducatif.

Créations de postes : les annonces du ministre et… la réalité

Entre 2007 et 2012, ce sont en tout 80 000 postes d'enseignants qui ont été supprimés, alors que le nombre d'élèves augmentait quant à lui d'environ 65 000. Les 1 000 postes rétablis à cette rentrée, au seul 1er degré de surcroît, sont donc à relativiser... Au budget 2013, apparaissent environ 8 200 postes d'enseignants créés, mais rappelons que c'est au prix d'un redéploiement, c'est-à-dire d'une ponction d'emplois publics dans d'autres secteurs également importants pour les besoins de la population (dans la santé, notamment). Du coup, le gouvernement Ayrault mise, comme ses prédécesseurs, sur le recours accentué à la précarité : 6 000 « emplois d'avenir professeurs » (contrats de droit privé) par an et 23 000 « contractuels admissibles » en 2013-2014 ; précarité dont on sait qu'elle sert d'abord à peser sur le niveau des salaires et à casser les garanties statutaires des fonctionnaires.

Mesures Peillon : dans la continuité des réformes Darcos/Chatel…

Alors qu'une nouvelle loi d'orientation est en cours d'élaboration, les premières décisions et annonces du ministre Peillon ont montré qu'il était urgent de… ne rien changer aux réformes en cours, en assurant le Capital de sa main mise sur le système éducatif :

Le Capital, à travers « le socle commun de compétences », a créé un outil de ségrégation et de sélection, visant à la reproduction de la division capitaliste du travail : la majorité des enfants d'ouvriers et d'immigrés sont voués à l'apprentissage et aux lycées professionnels parce que le « socle commun » n'est fondé que sur la reconnaissance de savoirs faire minimums. Dans le même temps, pour les enfants des élites, les exigences en matière de culture générale sont maintenues.

• Poursuite de la réforme des formations technologiques (Les sciences et techniques industrielles) qui s'alignent sur la casse industrielle, détachent la formation de la production, et réduisent la part de l'atelier, en se limitant à la pratique de l'ordinateur.

• Formation professionnelle publique saccagée par la réforme du Bac pro en 3 ans, et bradée au profit de l'apprentissage patronal, à travers son transfert vers les Régions (une chaîne « *formation-orientation-emploi* », dirigée par la Région, place directement l'école publique sous la coupe du patronat et des décideurs politiques locaux). Là aussi, le Capital a aligné les examens sur ses besoins (restreints) de contenu et de main d'œuvre.

• Mise à mort confirmée de l'éducation prioritaire avec l'annonce de la fin des « ZEP ».

• Poursuite de la Loi de réforme des universités qui organise la privatisation de l'université, par son asphyxie budgétaire, la fermeture de nombreuses « petites facs », aggravant son caractère de classe par le coût de l'inscription et des études (le pourcentage d'enfants d'ouvriers parmi les étudiants, déjà faible, n'a pas cessé de décroître depuis 1995…)

Quant à une réduction du temps de travail et à une revalorisation salariale, il est plutôt question, d'après le ministre, de « *demander aux* professeurs *de travailler 40 jours de plus, sans les payer davantage* » ! (propos tenus par V. Peillon sur France-Inter le 14 octobre).

On le voit, il en est de l'école comme du reste : rien ne change sur le fond, avec un gouvernement qui est au service de l'oligarchie financière ! Comme sous Sarkozy, la bataille revendicative ne peut connaître aucune pause, contrairement à ce que laissent entendre l'ensemble des organisations syndicales ! La bataille pour la vraie démocratisation de l'école ne peut, quant à elle, que s'inscrire dans la vision et la perspective d'une autre société, libérée du joug capitaliste, par la révolution socialiste !

E.K.

URCF : pour le droit de vote des immigrés aux élections.

Une des promesses récurrentes de la social-démocratie est d'accorder le droit de vote aux élections locales pour les « étrangers extra-communautaires » (hors UE) résidant en France depuis 5 ans. Hollande en a fait un de ses 60 engagements de campagne.

Rappelons que la Constitution de la Vème République a verrouillé toute avancée démocratique possible, puisque le vote des 2/3 des parlementaires est obligatoire pour modifier la Constitution. Déjà Jospin avait pris ce prétexte pour violer ses promesses, et Valls, le très « néo-sarkozyste » ministre de l'Intérieur, rappelle que ce n'est « ni la priorité ni le moment ». Sur fond de consensus général sur l'UE et la mise en œuvre de la politique d'austérité, la droite lepénisée voit une porte ouverte pour se singulariser et attiser le chauvinisme à connotations racistes. Copé lance une pétition de restriction de la démocratie visant à rejeter tout droit de vote pour les étrangers extra-communautaires. Entre ceux qui font des promesses le temps des élections, et ceux qui attisent la haine de l'étranger (l'histoire du pain au chocolat est particulièrement significative de l'arabophobie), il y a partage du travail pour discriminer des populations qui paient des impôts, contribuent à produire les richesses, mais sont dépourvues du droit élémentaire à intervenir dans leur quotidien. Alors que les résidents d'autres pays de l'UE bénéficient du droit de vote aux élections locales, il y a une part de racisme inconscient ou conscient vis-à-vis de la population d'origine africaine ou moyen-orientale. Face à la capitulation prévisible du gouvernement, il faut se tourner vers les démocrates et développer le combat pour abroger la 5ème République par la lutte continue pour une Constituante.

Dans ce combat, l'URCF rappellera que la révolution, le socialisme et le pouvoir ouvrier garantiront ce droit de vote et même l'octroi (aux volontaires) de la citoyenneté et de la nationalité à toutes les élections.

MND

Vive L'internationale !

La tombe de Degeyter à Saint Denis, photo Urcf.Ic.

Cette année, nous commémorons le 60ème anniversaire de la mort de Pierre Degeyter, compositeur du chant universel des luttes et révolutions prolétariennes l'Internationale, indissociable de l'auteur des paroles le communard Eugène Pottier.

Pauvre tout au long de sa vie, Pierre Degeyter eut la joie d'être reconnu en URSS, il y fut invité en 1927 par Staline et le PC(b)US pour commémorer le 10ème anniversaire de la révolution socialiste d'Octobre et reçut une pension à vie de l'Etat soviétique pour son œuvre.

Le camarade Pierre Degeyter, né à Gand (Belgique) en 1848 est mort en 1932. Le comité central de l'URCF lui rendra hommage à Saint-Denis, ville où il vécu jusqu'à la fin de ses jours et où il est enterré.

Mariage homosexuel : l'écran de fumée du « sociétal » sur fond de destructions sociales

Pour dissimuler la réalité de sa politique de classe, on sait que le pouvoir capitaliste, de droite comme de gauche, excelle à occuper le terrain médiatique avec des manipulations idéologiques aux formes diversifiées. Sous Sarkozy, dominait l'utilisation des faits divers orientés vers les discours « sécuritaires » et les mesures répressives. Le gouvernement socialiste, quant à lui, masque son plan d'austérité et sa poursuite des régressions engagées, en faisant ses choux gras de questions dites « sociétales », telles que le mariage homosexuel, dont le candidat Hollande avait fait un de ses thèmes de campagne, et qui donne lieu à un projet de loi présenté le 7 novembre en Conseil des ministres. Ce sujet a déclenché la fronde de l'axe idéologique clérico-réactionnaire, et occupé le devant de la scène médiatique, au détriment des préoccupations majeures des travailleurs, à savoir le devenir de leurs emplois, de leurs salaires, de leurs conditions de travail et de leurs droits sociaux.

Pour l'URCF, la bataille pour l'égalité des droits (y compris, donc, en matière de reconnaissance des couples homosexuels) ne doit pas se réduire à des revendications particularistes, mais doit s'inscrire dans la bataille de classe fondamentale visant la fin de l'exploitation capitaliste, condition première de l'émancipation sociale et individuelle de tous les travailleurs.

EK

L'URCF construit le Parti

L'Urcf à la fête du PTB. Photo Urcf.Ic.

« La solution pour les travailleurs n'est pas un retour au passé, ni au protectionnisme de l'économie capitaliste au niveau national, mais d'aller de l'avant vers le pouvoir populaire et le socialisme ».
KKE,
Parti Communiste de Grèce.

Partir du réel pour transformer le réel

En France, nous sommes confrontés à une puissance impérialiste développée (capitalisme de monopoles), à une classe dominante très expérimentée. La stratégie communiste y est donc d'œuvrer à la révolution socialiste (Cf. Programme du VIème Congrès de l'Internationale communiste). En effet, l'expérience quotidienne montre que l'on ne peut résoudre aucun des maux (chômage de masse, bas salaires, désindustrialisation, exploitation) qui ont leurs sources dans le système capitaliste, sans rupture révolutionnaire avec ce système. C'est là aussi une rupture avec l'opportunisme contemporain qui prétend résoudre les problèmes sociaux dans le cadre des rapports de production capitalistes. C'est là notre critique majeure au Front de Gauche et au Parti de la Gauche Européenne, qui ne dépassent pas les préjugés et ornières du réformisme.

Plus préoccupante, nous semble être la faiblesse de la lutte contre les survivances du révisionnisme dans le MCF (mouvement communiste de France, qui désigne les groupes communistes se réclamant du marxisme-léninisme, sortis du PCF), avec la mise en avant d'une étape préalable à la révolution socialiste, une sorte de stade « national » ou « antilibéral » avant le pouvoir ouvrier et populaire (dictature du prolétariat).

Dans une « lettre ouverte » aux divers groupes communistes, nous rappelions que dans les dernières décennies, le PCF avait développé la tendance opportuniste dans la pratique, en déconnectant les revendications immédiates démocratiques et sociales du but stratégique : la lutte pour le socialisme. Était même théorisée dans le PCF l'idée qu'il fallait résoudre telle tâche intermédiaire avant de pouvoir poser la question du socialisme. Si bien que, paradoxe pour un Parti qui se réclamait du socialisme, ce dernier était toujours remis à un horizon toujours plus lointain…, avant que le PCF n'abandonne même l'objectif du socialisme-communisme dans les années 90 !

Dans ce document, l'URCF établissait que la principale survivance du révisionnisme se situait précisément dans la création artificielle (car elle ne correspond pas à la réalité objective) d'étapes préalables au socialisme (c'est-à-dire - qu'on le veuille ou non - dans un capitalisme aménagé !).

Comment se présentent ces étapes soi-disant préalables au socialisme?

Il y a tout d'abord les tenants contre l'UE de la « *reconquête de la nation* » qui prônent un « *gouvernement sur le modèle du Conseil National de la Résistance* », c'est-à-dire une alliance avec certains secteurs du Capital et donc des formations bourgeoises « patriotiques ». Certes, les monopoles et l'UE détruisent pas à pas les souverainetés nationales, mais sur la base de l'interdépendance actuelle des États impérialistes. Toutefois, à la différence des années 40, où certains secteurs capitalistes étaient lésés par l'occupation fasciste-nazie, la bourgeoise monopoliste française, un des piliers de la construction européenne, réalise ses objectifs de classe, puisque ses grands groupes ont conquis un marché élargi et ont étendu ainsi leur sphère d'exploitation. L'aspect principal de l'UE résulte surtout dans l'application de la stratégie des multinationales visant à liquider toutes les conquêtes sociales du 20ème siècle pour assurer le profit maximal en temps de crise. Au stade actuel, il est illusoire de revenir en arrière vers un capitalisme « national » ; en quoi d'ailleurs une telle hypothèse serait-elle profitable au prolétariat ? Les forces bourgeoises qui contestent l'UE le font partiellement sans remettre en cause l'union impérialiste ni la politique du Capital. La victoire contre l'UE par le retrait du pays voire la rupture internationale avec cette instance impérialiste ne peut être que l'œuvre de la classe ouvrière révolutionnaire en alliance et dirigeant les autres couches de travailleurs et de la petite-bourgeoisie, à l'échelle nationale et internationale. Cette lutte contre l'UE constitue une unité dialectique indissociable de la lutte pour la révolution socialiste, qui engendrera une nation profondément nouvelle, de caractère prolétarien et internationaliste. En effet, on ne rompra pas avec l'entente impérialiste sans renversement du système d'exploitation. Il faut donc penser cette bataille avec, en priorité, une approche de classe, ciblant l'impérialisme français et celui des autres États de l'U.E. Construire un Parti communiste avec la surdétermination de l'approche nationale crée des penchants vers la conciliation avec le nationalisme et des alliances avec certains secteurs bourgeois… liquidant ainsi l'avant-garde.

Autres défenseurs d'une révolution française en « deux étapes » : les organisations communistes ayant été opposantes au révisionnisme et depuis ralliées au Front de Gauche et tenantes d'une étape « antilibérale », sur le modèle de Chavez.

Là aussi, même manque d'appréhension de l'impérialisme contemporain. À la différence du Venezuela, la France n'est pas sous le joug d'un impérialisme mais en interdépendance avec les autres États ; il n'y a pas lieu d'y construire une révolution démocratique antilibérale, puisque la cible révolutionnaire est le renversement du Capital monopoliste. Pour gagner le socialisme, il faut combattre et vaincre l'oligarchie financière française et internationale. Les « antilibéraux » du Front de Gauche se proposent, dans leur programme, d'aménager le capitalisme et l'UE (« *transformation de la BCE et démocratisation de l'UE* »). En quoi, dans l'hypothèse peu probable d'application (ce qui suppose l'élection de J-L. Mélenchon), cela constituerait-il une « révolution » ? Cette théorie est la justification d'une ligne politique, celle de l'alliance avec le social-réformisme et d'une tendance, le khrouchtchévisme, qui faisait de la victoire électorale avec la social-démocratie le moyen le plus efficace d'assurer la transition au socialisme. On a vu, expérience historique oblige, la non-viabilité de cette approche, en raison de la nature de classe de la social-démocratie. Construire le Parti communiste sur cette base, c'est concilier avec l'opportunisme et le révisionnisme (type 20ème Congrès du PCUS), diffuser l'électoralisme et se subordonner au social-réformisme.

« Les forces du mouvement communiste qui se compromettent, promeuvent comme idéal que les partis communistes doivent jouer un rôle de simple aiguillon à la social-démocratie, en vue de créer une soi-disant majorité sociale solidaire »
KKE, Parti communiste de Grèce

La stratégie de l'URCF

Les étapes ci-dessus relèvent d'un dogmatisme intemporel ou de la transposition mécanique d'autres expériences dans un contexte bien différent. Il faut une stratégie fondée sur l'analyse des contradictions contemporaines. Nous partons de l'observation incontestable que le capitalisme devient toujours plus réactionnaire, qu'il a perdu toute capacité à satisfaire les besoins matériels et culturels de la majorité laborieuse. La crise, d'une ampleur et d'une durée exceptionnelles, montre la caducité et la sénilité même du système capitaliste. Le facteur subjectif (le Parti et les masses) retarde sur les conditions objectives. Car malgré les maux et la régression de civilisation, certaines forces progressistes s'en tiennent encore à l'aménagement du capitalisme.

Pour l'URCF, il faut à partir du réel et du quotidien, s'attaquer au système d'exploitation pour diffuser une conscience communiste dans la classe ouvrière en premier lieu, pour rattacher les revendications quotidiennes démocratiques à la compréhension que pour les satisfaire, il faut renverser le régime de la propriété privée des moyens de production, pour liquider l'exploitation du salariat, briser l'État capitaliste et instaurer le pouvoir ouvrier et populaire.

J.L.S.

Vive la Révolution d'Octobre 1917 !

Nous fêtons cette année le 95ème anniversaire de la Révolution d'Octobre. Parfois des camarades nous interrogent : pourquoi attacher une telle importance à cette commémoration ? N'est-ce pas faire preuve de nostalgie ?

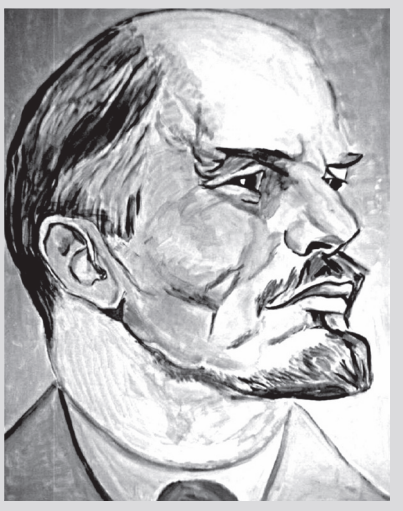
La Révolution d'Octobre, par sa signification, n'est pas un simple événement russe, fût-il très important. Pour le comprendre, il faut se remémorer le contexte politique de l'époque pour le mouvement ouvrier révolutionnaire.

En 1914, l'éclatement de la guerre révèle que la social-démocratie et l'internationale ouvrière sont rongées par le cancer de l'opportunisme et du révisionnisme. Certes, dans les congrès internationaux, voire nationaux, les thèses révisionnistes étaient battues en brèche, et les résolutions anti-guerres étaient pleines de fermeté. Mais en réalité, les dirigeants se contentaient d'un dogmatisme qui empruntait au marxisme son vocabulaire, et aucune réflexion de fond (ni d'ailleurs de pratique révolutionnaire) n'était entreprise pour approfondir, préciser, élargir l'œuvre de Marx et celle d'Engels. Or le capitalisme, tout en restant lui-même, connaissait depuis le début du siècle des transformations (l'impérialisme) qui réagissaient sur l'ensemble des rapports sociaux. En particulier, le développement du colonialisme et l'exportation des capitaux généraient des profits extraordinaires, qui permettaient au Capital de redistribuer des miettes du pillage à l'aristocratie ouvrière. Dans le même temps, et dialectiquement, les succès du mouvement ouvrier créaient une situation paradoxale, puisqu'ils entraînaient une bureaucratisation des organisations syndicales et engendraient l'illusion que l'affrontement révolutionnaire avec la bourgeoisie pouvait être, sinon évité, du moins considérablement atténué, en gagnant les élections. Du coup, la seule lutte politique envisagée était la lutte électorale. Bernstein, quant à lui, allait jusqu'à envisager le socialisme comme l'accumulation de réformes sociales, sans que soient socialisés les moyens de production et d'échange. Enfin, le niveau culturel très bas du prolétariat (y compris l'analphabétisme massif) laissait la part belle aux éléments issus de la petite et moyenne bourgeoisie dans les organisations socialistes, éléments dont le ralliement au socialisme était plus moral que politique. Dans ces conditions, le ralliement des Partis socialistes à leurs gouvernements dans la guerre témoignait du fait que le point de vue de classe révolutionnaire avait été abandonné. Et n'oublions pas le chauvinisme, qui permit le ralliement à l'Union sacrée avec la bourgeoisie, au détriment de l'unité internationale du prolétariat. Tous les Partis, sauf un, le Parti bolchevique de Lénine, prirent cette voie, avec des nuances plus ou moins importantes. Ce parti non seulement refusa de se rallier à son gouvernement (il faut dire que c'était celui du Tsar, mais ça n'empêcha pas Plekhanov de le faire), mais développa en outre une ligne politique originale : la lutte contre la guerre était une lutte contre le capitalisme et ses gouvernements. Il fallait que chaque classe ouvrière, alliée à la paysannerie et aux soldats, retourne les armes contre son propre gouvernement, ses propres capitalistes, sans se soucier de « défense nationale » !

La guerre fut horrible par son caractère de carnage de masse, par ses répercussions sur le niveau de vie, et après une période d'isolement, peu à peu, les bolcheviques rallièrent les ouvriers et les paysans à leurs mots d'ordre, démontrant que c'étaient eux qui avaient raison contre les traîtres de la Seconde Internationale.

Le 7 novembre 1917 à Petrograd, les masses ouvrières se sont soulevées pour renverser le gouvernement conciliateur et belliciste de Kerenski, sous le mot d'ordre, « Paix, pain et terre ; tout le pouvoir aux soviets ». Ce fut la défaite majeure du réformisme dans le mouvement ouvrier mondial, c'est la victoire du marxisme vivant incarnée par Lénine. Pour nous, ouvriers et communistes de France, nous saluons Octobre 1917 comme le continuateur et le vengeur de la Commune de Paris. C'est déjà une raison suffisante pour commémorer Octobre.

Mais il en est une deuxième tout aussi fondamentale : contrairement à la Commune, la victoire du socialisme fut de longue durée et fit la démonstration concrète, pratique, que le capitalisme n'est pas la fin de l'histoire, que l'on pouvait se passer des capitalistes et faire



mieux qu'eux en termes de développement social, que la misère, l'inégalité sociale n'étaient pas des fatalités. La révolution d'Octobre a permis non seulement aux peuples de l'URSS de passer en un laps de temps très court du Moyen-âge au nucléaire et à la conquête spatiale, mais elle a aussi permis ensuite l'effondrement du système colonial, à la classe ouvrière des pays capitalistes d'obtenir des conquêtes sociales impensables sans elle, et à écraser le fascisme pendant la seconde guerre mondiale !

C'est vrai qu'au bout du compte, la contre-révolution l'a emporté temporairement, mais comme Lénine en 1914, nous disons que la voie, c'est celle de la révolution, du socialisme vers le communisme. Et nous sommes convaincus qu'Octobre refleurira !

M.C.

Quand les peuples combattent l'impérialisme.

VICTOIRE ÉLECTORALE DE CHAVEZ, VICTOIRE STRATÉGIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE.

C'est l'ensemble des processus révolutionnaires en cours en Amérique Latine qui sortent gagnants avec la victoire de Chavez aux dernières élections du 7 octobre 2012 au Venezuela :

Non seulement pourront continuer à se développer les multiples projets d'ordre national en matière de politique sociale ou économique, comme pour la santé, l'éducation, l'habitation, les infrastructures, les nouvelles usines, la réduction de la pauvreté (dans la perspective du socialisme, tel du moins que défini par Chavez) ; mais le gouvernement pourra aussi continuer à développer ses innombrables défis au niveau international : la nouvelle corrélation de forces contre les impérialismes, des USA ou d'ailleurs.

Cette élection est d'autant plus intéressante que le Parti Communiste Vénézuélien a réussi à obtenir une augmentation significative de ses résultats électoraux (+ 3,5% des votes, ajoutés à ceux obtenus par Chavez - 54,8 % -), qui démontre une hausse du niveau de conscience des citoyens.

Dans l'un des paragraphes de son message du 10 octobre, le KKE (parti communiste de Grèce) donne cette analsye de la situation : *Au motif de la victoire du Grand Pôle Patriotique et de la réélection du Président Chavez, ainsi que du progrès électoral du PC Vénézuélien, nous saluons tous les membres et dirigeants du Parti Communiste de Venezuela et de la Jeunesse Communiste de Venezuela, tous les communistes qui, dans des conditions extrêmement dures et complexes d'intervention impérialiste intense et d'aiguisement de la lutte des classes et d'affrontements avec l'oligarchie, ont mené et continuent à mener la lutte pour les intérêts du peuple du Venezuela.* »

Bien d'autres partis communistes marxistes-léninistes ont également exprimé leur soutien à l'égard de la victoire de Chavez et de tous les partisans de la révolution bolivarienne, sans pour autant oublier la théorie léniniste, qui enseigne que seule une lutte de classe acharnée peut permettre de renverser le système capitaliste et d'exproprier ses exploiteurs.

Dans *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, Lénine affirmait en effet : « *C'est une vérité historique et une règle, que dans toute révolution profonde, les exploiteurs, conservant durant des années des avantages considérables sur les exploités, opposent une résistance prolongée, opiniâtre, désespérée. Jamais, si ce n'est dans l'imagination doucereuse du doucereux benêt Kautsky, les exploiteurs ne se soumettront à la volonté de la majorité des exploités, sans avoir fait jouer - dans une bataille suprême, désespérée, dans une série de batailles – leur avantage.* » (p.448, Tome II, Œuvres Choisies, Ed.1948).

Le rapport des forces a changé en Amérique Latine, et cette élection renforce et consolide les projets et défis entrepris par la révolution bolivarienne. Mais seul l'avenir pourra élucider si la classe ouvrière du Venezuela pourra vaincre la bourgeoisie vénézuélienne (45% des votes et 65% des moyens de production et de communication de masses, avec le soutien de l'Impérialisme…) et ainsi gagner l'expropriation du Capital. Entre 2000 et 2006, le nombre de chaînes de télévision et radio privées avait augmenté de 16, tandis que les chaînes publiques n'ont augmenté que de 4 (Salim Lamrani) ce qui pourrait expliquer en partie la montée des partis bourgeois aux élections.

L'exemple vénézuélien pourrait faire boule de neige dans d'autres pays comme la Bolivie, l'Équateur, le Nicaragua, qui ont déjà entamé le même processus, et sans compter d'autres pays fortement influencés comme le Brésil, le Pérou, l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay, le Chili, ou les nations des Caraïbes.

Les USA craignent non seulement la probable perte d'un pays, mais celle de tout un continent. La bataille risque d'être très longue et très rude.

R.P.

Contre l'austérité de bons exemples de luttes dans l'UE

De plus en plus nombreux, les travailleurs des pays de l'UE s'embrasent : Espagnols, Portugais, Grecs, Italiens, Belges, aspirent à relever la tête contre la domination du Capital, et l'idée fait son chemin dans l'hexagone. Espagnols et Portugais protestent et manifestent à la fois contre l'austérité et les institutions communautaires. Les politiques d'austérité, menées dans la péninsule ibérique, donnent lieu régulièrement à des manifestations dans plusieurs villes portugaises et espagnoles. De Lisbonne à Madrid, des concerts de casseroles sont organisés, les manifestants s'en prennent à leurs gouvernements respectifs, au FMI, à la BCE et à l'UE : « *La troïka et le gouvernement dehors !* », telle est la teneur des mots d'ordre scandés. Des milliers de personnes défilent également en Espagne à l'appel des Indignés devant le siège de l'UE. Là où la droite et la gauche ont échoué, la justice sociale doit réussir ; tel est l'état d'esprit des masses en ébullition.

La CGT Portugaise, qui a appelé à une grève générale, déclare que le gouvernement ne tient qu'à un fil. La lutte contre le chômage et l'austérité doit s'étendre contre le système capitaliste.

En Grèce, le Front militant des travailleurs (PAME), qui rassemble les syndicats de classe du pays, a organisé une manifestation particulièrement massive contre la venue d'Angela Merkel. Même les medias bourgeois qui ne manquent pas une occasion d'attaquer le PAME et les communistes, n'ont pas pu censurer cet évènement. Racheter les infrastructures des peuples ruinés par la crise du capitalisme, à des prix cassés, voilà l'essentiel de la politique de l'UE, soutenue par le couple franco-allemand représenté par Hollande et Merkel. Le capitalisme, présenté comme la voie possible par la bourgeoisie, ou comme humain et social par les opportunistes de SYRIZA aboutit à applaudir à la fois l'UE et les manifestations contre l'UE, pour essayer de tromper le peuple. …. Tout en sauvegardant le capitalisme.

En Italie, des dizaines de milliers de manifestants défilent à l'appel des partis d'extrême gauche, des associations et syndicats, contre les mesures d'austérité du gouvernement italien et contre la troïka de l'U.E.

Décidément, l'UE a du plomb dans l'aile, mieux encore, le capitalisme, ça ne passe plus ; seul Hollande peut encore se glorifier d'une sortie de crise de l'UE et de l'euro ; qu'il en profite, car sa cote de popularité déclinante démontre bien que cela ne durera pas.

En Belgique, des luttes avec plusieurs milliers de personnes s'organisent contre l'exclusion et la pauvreté, pour l'accès au travail, le droit à la santé, contre la situation des sans logis, et pour des services publics pour tous. Nous ne sommes pas loin du mot d'ordre « *Pain, paix, travail et libertés* », scandé dans les manifestations de femmes dans la Russie de 1914 à 1917 jusqu'à la Révolution d'Octobre.

En France, les exclus de Peugeot, de Sanofi, d'Arcelor, de Moulinex…, finiront eux aussi, avec l'ensemble des travailleurs, par remettre en cause, à droite et à gauche, les loyaux gestionnaires du Capital, avec les champions de l'aménagement du système.

Dans tous les cas, l'URCF encouragera les travailleurs à prendre leurs affaires en main et à renverser le capitalisme. Mais déjà, l'internationalisation des luttes constitue la voie d'une nouvelle solidarité ouvrière pour l'avènement du socialisme dans chaque pays.

« *Prolétaires de tous pays, unissez-vous !* » : ce mot d'ordre n'est pas dépassé, il constitue actuellement la base de la construction d'une nouvelle Internationale communiste révolutionnaire et marxiste-léniniste.

A. B.J.

A PROPOS DE LA SYRIE

Entretien avec Ammar Bagdache, Secrétaire général du Parti communiste Syrien, Extraits de l'entretien publié par *Rebelion*, interviewer Ernesto Gomez Abascal [EGA]

EGA : Comment le Parti Communiste de Syrie (PCS) juge-t-il le gouvernement de Bachar Al Assad ?

AB : Pour le Parti Communiste de Syrie, c'est un gouvernement patriotique, anti-impérialiste et antisioniste, bien qu'il applique un modèle économique clairement capitaliste. Même si le Parti Baas, qui était et est toujours la force dirigeante du gouvernement, a proclamé le socialisme arabe en Syrie, il n'est pas socialiste au sens marxiste du terme. Cependant, le PCS fait partie du Front Progressiste, composé aujourd'hui de plusieurs partis.
Nous avons un ministre dans le gouvernement et nous considérons qu'à ce niveau du parcours, c'est la meilleure option. Nous sommes et nous avons toujours été disposés à améliorer le système. En 2005, nous nous sommes opposés à des changements calqués sur le modèle néolibéral, nous avons la preuve aujourd'hui qu'ils ont été le terreau d'une catégorie marginale que l'opposition armée a su s'attirer. Des erreurs ont été commises, maintenant il faut les corriger.

EGA : Y a-t-il des forces et des partis de gauche parmi ceux qui combattent pour renverser le gouvernement de Bachar Al Assad ? Face au gouvernement actuel, existe-t-il une alternative de gauche ?

AB : Quelques personnes qui étaient de gauche, y compris des marxistes, vivent à l'extérieur du pays depuis pas mal de temps, mais elles ont changé. Certains avaient fait de la prison en Syrie, aujourd'hui ils ont renoncé au marxisme, plusieurs ont même rejoint les Frères Musulmans, d'autres sont devenus des agents des monarchies du Golfe.
En Syrie, il y a des gens qui se considèrent de gauche et qui veulent des changements et des réformes, mais ce sont des individualités, pas des partis ou des forces politiques organisées ; ils sont tout de même opposés à l'intervention étrangère. Le gouvernement que nous avons en Syrie a une position constructive pour réaliser des changements importants qui commençaient à être adoptés, mais l'intervention armée étrangère empêche, pour le moment, leur mise en application normale.
Si le gouvernement actuel venait à être renversé, la seule éventualité serait la prise du pouvoir par les Frères Musulmans, ce qui constituerait un grand bond en arrière pour un peuple qui, depuis pas mal d'années, bénéficie d'un système laïc et moderne, ne connaît pas le sectarisme, et n'a jamais vécu avec de telles tensions. Mais nous sommes optimistes même si la lutte dure encore un certain temps, nous sommes certains qu'ils ne pourront pas nous vaincre.

EGA : Sur la situation militaire, comment voyez-vous la suite ?

AB : Plus le temps passe, plus il est clair qu'ils ne pourront pas nous vaincre. Ils (l'opposition armée, NdT) n'ont pas pu prendre le contrôle d'aucune ville importante, malgré leur plan initial et l'arrivée de milliers de mercenaires extrémistes et salafistes, assistés des services spéciaux US et leurs alliés de l'OTAN, qui travaillent depuis la Turquie, pays avec qui nous partageons une longue frontière. Le Qatar et l'Arabie saoudite leur apportent également le soutien économique et militaire. Bien sûr, notre gouvernement est soutenu par la majorité de la population. Les forces armées de la nation et les milices populaires restent unies et en ordre combatif. Malgré la situation compliquée dans laquelle se trouve le pays, les institutions fonctionnent.

EGA : Quelle devrait être la position de la gauche internationale, des révolutionnaires, par rapport à l'intervention manifeste de l'impérialisme et la réaction arabe pour produire des changements de régime ?

AB : Notre parti estime que les forces révolutionnaires et progressistes internationales doivent soutenir les gouvernements et les partis anti-impérialistes et antisionistes face à l'agression de la réaction, de l'impérialisme, avec sa politique interventionniste et d'ingérence qui transgresse les lois internationales. De nos jours, c'est cela qui caractérise la position de principes et révolutionnaire.
On ne peut se réclamer de gauche ou se dire progressiste et révolutionnaire, et en même temps adhérer à ce que disent et font les Hillary Clinton, les monarques corrompus du Golfe et les dirigeants de l'OTAN.

Quand les peuples combattent l'impérialisme.

Pourquoi la ligne du KKE est-elle juste ?

Les 1er et 2 octobre 2012 s'est tenue à Bruxelles une réunion des partis communistes d'Europe, à l'initiative du KKE, réunion dont l'ordre du jour était « La position des communistes face à la crise : assimilation ou rupture ?». 35 partis y ont participé. L'URCF y était représentée par le camarade Maurice Cukierman.

La camarade Aleka Papariga, Secrétaire générale du KKE, a prononcé le rapport introductif, soulignant plusieurs points concernant la crise et ses conséquences, son impact sur la situation politique en Grèce, la stratégie et la tactique des communistes grecs, les enseignements généraux que les communistes peuvent en tirer, la nécessaire bataille contre la guerre impérialiste.

Sur la crise, il a été réaffirmé qu'au delà des particularités de ses manifestations, il s'agissait *« d'une crise de suraccumulation du capital dont la racine se trouve dans les rapports d'exploitation de la force de travail par le capital, c'est-à-dire dans la sphère de la production capitaliste ».* Cette crise touche l'ensemble du monde capitaliste, *« Une évidence irréfutable en est la contraction de la production industrielle, aussi bien aux États-Unis que dans l'UE, ainsi que dans les pays qui ne sont pas encore entrés dans le cycle de la crise » ; « même l'Allemagne commence à avoir des signes de fatigue, tandis que de tels signes sont apparus en Chine ».* Le capitalisme se prépare au recours à la guerre, à la fois pour vendre des armes, mais aussi pour se répartir les marchés. La crise met en lumière que la politique de la bourgeoisie connaît des contradictions nouvelles pour tenter d'*« entrer dans un nouveau cycle de reproduction capitaliste élargie ».* Deux *« recettes »* se présentent à elle : l'une expansive et l'autre restrictive, visant au même objectif, *« contrôler le degré de dépréciation du capital, ou procéder à la répartition nécessaire des pertes et du capital accumulés. ».* Cela n'a rien à voir avec un conflit entre une politique conservatrice et une politique progressiste de gauche, comme le prétend le PGE ; cela conduit au même résultat barbare pour les peuples ! On ne peut soutenir ni l'une ni l'autre. À plus ou moins long terme, rien n'est exclu pour le devenir de l'UE et de l'eurozone : certains secteurs du Capital se préparent *« pour que les pays retournent à leur monnaie nationale, cherchant le bloc d'alliance impérialiste avec lequel ils désirent s'aligner. »* Ainsi en Grèce, lors des dernières élections, s'est déroulée une polémique entre Union Européenne et États-Unis, SYRIZA n'écartant pas une alliance transatlantique ou avec la Chine et la Russie.

L'expérience récente a démontré que la misère et la crise ne conduisent pas automatiquement au développement de la lutte de classe et de la conscience révolutionnaire. Le mouvement ouvrier peut reculer, être mis en déroute pour une période plus ou moins longue, ou passer à l'offensive, s'il mûrit en comprenant la nécessité de renverser le capitalisme. Aujourd'hui rien n'est joué. En Grèce, la division de la dette par deux ainsi que le report des délais sont des premières victoires. Cependant, l'ampleur et la durée de la lutte n'ont pas manqué d'engendrer fatigue et déception. Le KKE, sans cacher ses propres faiblesses et insuffisances, a eu cependant à affronter un front uni, où, au-delà des différences, il y avait consensus de l'extrême droite aux révisionnistes : la sortie de la crise était envisagée dans le respect du cadre capitaliste, et non dans la rupture avec le système. Mais *« le courant de classe radical existe dans le mouvement, et dans la phase actuelle il doit surmonter les conséquences des élections, être à l'avant-garde et mobiliser d'amples forces de la classe ouvrière et du peuple ».* Le cadre politique bourgeois bipartite, mis en place après 1974, a été balayé, mais ce qu'il en est ressorti, ce sont des illusions parlementaires sur une solution gouvernementale alternative de gauche dont SYRISA (proche du Front de Gauche) était le vecteur, bénéficiant du ralliement massif de secteurs entiers du PASOK (proche du PS en France). L'objectif étant bien de porter des coups au KKE. D'autre part, la montée des néonazis ne cesse d'être inquiétante. Non seulement parce qu'il est un instrument d'agression contre le mouvement ouvrier et populaire, mais aussi parce qu'il permet une campagne sur « les dangers des deux extrêmes ». Pour le KKE, il ne saurait être question, au nom de l'antifascisme, de fronts condamnant « la violence d'où qu'elle vienne », ce qui, de fait, engloberait les grèves et les actions populaires.

Les communistes proposent une contre-attaque populaire, pour empêcher la politique de régression sociale, pour réclamer des mesures immédiates pour le peuple et dans l'objectif d'aller vers la lutte pour le pouvoir de la classe ouvrière et de ses alliés. Il s'agit de former une alliance populaire antimonopoliste, le capitalisme actuel étant aujourd'hui un capitalisme de monopoles. Il s'agit d'obtenir l'annulation unilatérale de la dette, qui n'est pas le fait des travailleurs, et que le peuple lutte pour le retrait de l'UE, en liant cette lutte à la lutte générale pour le pouvoir populaire, pour la socialisation des monopoles, la planification économique, le retrait de l'OTAN et la

lutte contre les guerres impérialistes. C'est sur ces bases que sont dénoncées les propositions des autres partis, dont SYRIZA qui s'inscrit dans le cadre de l'UE. C'est de ce point de vue qu'est dénoncé le « *PGE (parti de la Gauche européenne), qui choisit des formules qui sont similaires à celles de ceux qui appuient les gouvernements et en général des autres forces systémiques de l'UE tant au niveau national qu'européen. Il est impliqué dans les contradictions inter-bourgeoises et inter-impérialistes* ».

Pour les communistes, la priorité est d'assurer la continuité de la lutte de classes, dans ce contexte très difficile.. Le KKE a refusé de participer à un gouvernement de bourgeois d'Union de la gauche, comme proposé par SYRIZA, qui collabore avec une grande partie du PASOK. Le recul électoral du KKE est préoccupant, mais moins grave pour le peuple que si le KKE avait trahi les travailleurs, et accepté l'assimilation de la Grèce à l'UE et le pouvoir des monopoles en participant à un gouvernement de ce type. Le KKE *« Aucun gouvernement, qu'importe s'il s'appelle de gauche, communiste ou même « révolutionnaire », ne respectera ses promesses, si les moyens de production et d'échange sont aux mains des monopoles, c'est-à-dire si le peuple n'a pas la propriété et le pouvoir d'État dans ses mains » ; « … aussi fort que soit un parti communiste aux élections, s'il prend des positions gouvernementales dans le cadre du système bourgeois, il est porté inévitablement à l'assimilation. »* Objectivement, les conditions du renversement du capitalisme ont mûri, mais le facteur subjectif (le mouvement ouvrier, la force du parti communiste) est très en retard. *« Les luttes, même si elles sont massives, n'auront pas le niveau nécessaire d'organisation et d'orientation politique sans confrontation idéologique avec l'opportunisme dans le mouvement. »*

M.C.

Conférence de Bruxelles :
Les communistes d'Europe contre l'intégration au système impérialiste.
Extraits de la déclaration de l'URCF (M. Cukierman)

La crise est structurelle et non conjoncturelle, elle exprime l'épuisement historique du système capitaliste, incapable de surmonter les contradictions qui l'assaillent. Par conséquent, ce qui est à l'ordre du jour aujourd'hui, c'est le renversement de ce système qui repose sur l'exploitation de l'homme par l'homme grâce à la propriété collective des moyens de production. Le renversement du capitalisme n'offre pas d'autres alternatives que l'édification d'une société socialiste vers le communisme.

Mais la défaite liée à la contre révolution en URSS a apporté la confusion dans les masses, elle a semé le doute sur la possibilité d'en finir avec la domination du Capital, y compris dans la classe ouvrière sur son rôle historique, et a révélé le degré de corruption idéologique et politique qui rongeait le mouvement communiste international, quand des partis entiers ont capitulé devant l'adversaire ou sont purement et simplement passés de l'autre côté de la barricade, aggravant la confusion… Il faut cependant souligner que dans certains pays, la crise du mouvement révolutionnaire remontait à avant la défaite. En France, l'eurocommunisme avait fortement ébranlé le prolétariat, et la politique de soutien à François Mitterrand dans le cadre de l'Union de la gauche, avait largement contribué au discrédit du PCF, et à obscurcir les perspectives réelles...

Dans ce contexte, l'aggravation de la crise est marquée à la fois par une certaine radicalisation, mais aussi par la résignation et le fatalisme, par la recherche du moindre mal, de l'aménagement. Plus que jamais se fait sentir la nécessité d'un parti communiste… Nous sommes confrontés à la puissance des moyens dont disposent nos adversaires qui surfent sur les illusions qui naissent dans les masses et qui sont entretenues par les courants révisionnistes et opportunistes qui caractérisent par exemple le PGE sur notre continent et ses composantes nationales comme le Front de Gauche en France, Gauche Unie en Espagne, Syriza, etc…

Le Front de Gauche est composé essentiellement du PCF et du Parti de Gauche, parti composé d'anciens membres du PS et d'éléments opportunistes qui se sont agrégés à lui. Lors des élections présidentielles et législatives, l'URCF a refusé de soutenir cette coalition...

Nous dénonçons cette référence au terme de « Gauche, » qui permet d'évacuer toute référence de classe et vise à redonner au Parti Socialiste une crédibilité perdue. Le Parti socialiste est un parti du Capital.… Le Front de Gauche partage d'ailleurs avec lui l'idée que les causes de la crise seraient conjoncturelles, et liées à la dette, aux politiques néolibérales, bref à tout, sauf au régime capitaliste lui-même…

En réalité, le Front de Gauche n'a d'autre ambition que la recomposition d'une force social-démocrate rénovée...

Pour sortir du capitalisme en crise, c'est d'une tout autre politique dont les travailleurs, les masses populaires ont besoin. Et pour être clair, ce n'est pas non plus la répétition de mots d'ordre calquant ceux de la période 1940-1945, qui permettront aux masses de comprendre les enjeux, pas plus qu'il ne faut nourrir l'illusion que l'Euro serait à l'origine de la crise qu'affrontent la classe ouvrière et les masses populaires, donnant à croire que le simple retour au franc réglerait les problèmes.

Le meeting international de Bruxelles. Photo Upcf.IC

La bataille à mener est une bataille de classe, avec des enjeux de classe. C'est la bataille pour une politique qui s'attaque à la propriété capitaliste des moyens de production et d'échange, à la domination du Capital, qui brise avec l'Union Européenne, qui satisfasse les revendications populaires, qui pose à chaque moment la question du renversement de l'exploitation de l'homme par l'homme…
C'est là la tâche des communistes….

M.C

Le décès de la camarade Farah Bagdache.

Message du Comité Central de l'URCF au Comité Central du Parti Communiste Syrien

Cher camarade Ammar Bagdache,
Chers camarades,
C'est avec une grande tristesse que nous avons appris le décès de la camarade Wisal Farah Bagdache, Présidente de votre Parti.
L'URCF salue la noble mémoire de votre respectée camarade engagée très jeune dans le mouvement communiste. Wisal Farah fut une éminente internationaliste et patriote communiste, une grande combattante de la cause anticolonialiste, du combat anti-impérialiste et antisioniste pour la liberté et le progrès social de la Syrie.
En ces jours douloureux, nous associons l'hommage à Wisal Farah à celui de Khaled Bagdache, fondateur du Parti Communiste Syrien et grand dirigeant de l'Internationale Communiste et premier député communiste du monde arabe.
Cher camarade Ammar, chers camarades, nous vous adressons, militants du glorieux Parti Communiste Syrien et famille de Wisal Farah, nos condoléances attristées. Nous sommes persuadés que la lutte héroïque de Khaled et Wisal Farah Bagdache éclairera le combat révolutionnaire du mouvement communiste arabe et syrien.

Jean-Luc Sallé,
Secrétaire général

Quand les peuples combattent l'impérialisme.

Non à l'intervention militaire et politique française ! Bas les pattes devant le Mali !

Depuis l'agression contre la Yougoslavie, l'impérialisme français n'a pas arrêté d'être en guerre quelque part ! S'il ne s'est pas jeté dans le conflit irakien (c'est le seul), il est présent en Afghanistan, il a joué un rôle crucial pour mettre en selle son poulain Ouattara en Côte d'Ivoire, puis en Libye pour jeter ce pays dans le chaos. Il participe aux préparatifs guerriers contre la Syrie, contre l'Iran, et est militairement présent en Haïti. Et maintenant le voilà qui se prépare à intervenir au Mali, soidisant pour défendre l'intégrité territoriale de ce pays contre une sécession touareg épaulée par ACMI.

Il est significatif qu'on nous dise qu'il n'y a pas d'argent pour l'enseignement, pour la santé, qu'il faille se serrer la ceinture, et que l'armée soit un peu partout déployée en campagne ! Là pas d'économies, un peu (beaucoup) comme pour financer les banques et les monopoles. Il est vrai que la guerre, c'est la dernière manière de défendre ses parts de marché, quand tout a été épuisé.

Soulignons que, quels que soient les discours sur la mort de la « Françafrique », cette dernière est bel et bien toujours vivante : le Mali est au cœur du pré-carré français. Ce pays est victime d'une tentative de déstabilisation depuis plusieurs années, dans laquelle les populations Touaregs ont été manipulées pour affaiblir le gouvernement de Bamako, jugé trop indépendant. Le Nord-Mali constitue une région stratégique clef : qui la contrôle peut intervenir tant au Maghreb qu'en Libye, qu'en direction de l'Afrique subsaharienne. On ne peut s'illusionner sur l'intervention française : certes, on va nous expliquer qu'il s'agit de défendre l'unité du Mali ; mais alors des questions se posent. Les forces Touaregs ne sont pas tombées du ciel : il s'agissait de troupes qui étaient en Libye sous le régime de Kadhafi, armées par ce dernier. Mais alors que l'aviation française rasait les villages et les villes de Libye, étrangement les Touaregs purent traverser la frontière, armés de pied en cap, y compris en armes lourdes ! Ils amenaient avec eux l'ACMI (1), qui luttait contre Kadhafi, et dont les liens avec les amis de la France des « Droits de l'Homme » (« du Propriétaire », disait Albert Soboul), le Qatar (du Paris Saint-Germain et de l'Humanité) et l'Arabie Saoudite, ne semblent guère faire de doute ! Le gouvernement malien n'a pris aucune mesure pour empêcher la conquête, ce qui a conduit une junte militaire composée de jeunes officiers à prendre le pouvoir. Et là, tollé général contre les « putschistes » ! À l'aide de la CEDEAO (2), véritable machine de défense des intérêts de l'impérialisme français, les menaces se sont multipliées contre le nouveau gouvernement et le retour à l'ancien. En réalité, Paris ne voulait pas que la défense de l'intégrité territoriale malienne soit assurée par… le Mali. En s'assurant de la maîtrise militaire de l'opération, l'ancienne puissance coloniale cherche à maintenir ses positions dans la région en redorant son blason — elle apparaît du « bon côté » pour une fois ! — ; elle pourrait y gagner une base militaire, au nom du fait qu'il faut stabiliser la région, ce qu'elle n'a jamais pu obtenir au Mali depuis l'indépendance (3); cela lui donnerait un point d'appui pour surveiller et s'ingérer dans les affaires algériennes, dont, quel que soit le gouvernement, Paris n'a toujours pas digéré l'indépendance ; il s'agirait aussi de surveiller la situation pour le moins incertaine en Tunisie et en Libye, comme en Mauritanie et au Niger. Pétrole, uranium, entre autres, mais aussi débouchés pour les armes, les capitaux, et maintien des positions stratégiques acquises, sont derrière le jeu d'ombres de l'impérialisme français, tandis que le peuple malien va voir ses souffrances aggravées, alors que depuis plus de dix ans des progrès économiques et sociaux avaient été réalisés. L'URCF condamne toute intervention, toute ingérence de la France au Mali et exprime sa solidarité avec les forces progressistes maliennes dans leur lutte pour l'indépendance, l'intégrité territoriale et le progrès social.

M.C.

1. Al Qaeda au Maghreb Islamique
2. Communauté économique des Etats indépendants d'Afrique de l'Ouest.
3. La Sécession sénégalaise menée par le poète français Senghor en 1960 n'est pas sans rapport.

Elections aux USA ? le déni de démocratie !

Qui pense encore que les souffrances de ceux qui ont faim et froid aux États-Unis, que les souffrances des peuples soumis au joug de l'impérialisme américain seront moindres si tel candidat plutôt que tel autre est élu ? Qui pense encore que les peuples d'Irak, de Syrie, de Libye, d'Afrique etc. souffriront moins de la barbarie impérialiste si Obama est réélu ?

La dictature du Capital est peut-être plus évidente aux États-Unis que dans les autres grands pays impérialistes : deux partis des monopoles qu'aucune différence fondamentale ne sépare se disputent le pouvoir tous les 4 ans - car le système électoral est conçu de telle sorte que les petites formations n'ont aucune chance d'arriver au pouvoir (en raison de la censure financière) -. C'est au contraire le déni de cette réalité et l'orchestration d' un vrai culte permanent que les chaînes de télévision et les journaux à grands tirages vouent aux États-Unis, où pourtant 100 millions de pauvres dont 50 millions survivent dans le dénuement total.

Si l'identité politique des républicains et des démocrates prévaut tout à fait sur les différences, celles-ci ne sont cependant pas seulement verbales. En effet, des nuances notables d'ordre stratégique distinguent les républicains des démocrates : les républicains prônent une stratégie qu'on pourrait qualifier de stratégie du choc (l'ouvrage fascisant « *Le choc des civilisations* », de Samuel Huntington, illustre quelque peu les thèses qui animent ces gens), tandis que les démocrates mettent en œuvre une doctrine qualifiée de « *soft power* » (« *puissance* douce »). Toutefois, les buts de classe qui animent les deux stratégies sont strictement les mêmes : il s'agit, d'une part, de satisfaire les appétits de l'économie guerrière et parasite des monopoles engendrant un véritable totalitarisme américain, et d'autre part, d'affaiblir toutes les puissances pouvant d'une manière ou d'une autre favoriser le progrès.

La stratégie du choc est synonyme de guerre ouverte et prolongée contre les peuples, et l'un de ses principaux inspirateurs est Paul Wolfowitz, qui occupa notamment le poste d'ambassadeur des États-Unis d'Amérique à Jakarta en 1966, année pendant laquelle près d'un million de communistes (ou soupçonnés de l'être) furent sauvagement exécutés. Cet intellectuel axe son discours sur la dichotomie manichéenne dictature/démocratie ; aussi, *« il ne faut pas*, selon lui, *se focaliser exclusivement sur la probabilité d'un événement, mais aussi sur la gravité de ses conséquences » - ;* en termes plus clairs, cela signifie : il faut inventer des « menaces » pour justifier les agressions de l'impérialisme américain contre les peuples et les « États voyous ». Ainsi, dès 1976, Wolfowitz invente une menace irakienne ; dans les années 90, il souhaite la continuation de la guerre du Golfe jusqu'à l'épuisement du peuple irakien et un changement de régime, mais ses thèses sont alors rejetées. On sait qu'il obtiendra finalement gain de cause : un à deux millions d'Irakiens sont morts depuis 2003 !

Nous avons un exemple de la mise en œuvre de cette doctrine avec la récente période symbolisée par G.W. Bush (Wolfowitz était sous secrétaire à la défense dans l'administration Bush). Si le complexe-militaro-industriel et les monopoles avaient choisi l'intégriste Mitt Romney, cela aurait signifié le retour à une stratégie d'agression forcenée.

La doctrine du « *soft power* » est illustrée aujourd'hui par Obama, dont le grand inspirateur n'est autre que Zbigniew Brzezinski, Ce stratège d'origine polonaise, plein de haine pour le communisme et la Russie (il est partisan du rapprochement avec la Chine populaire dans les années 70 pour contrer l'Union soviétique) a notamment fomenté le piège afghan - en créant Ben Laden et ses amis démocrates- les talibans - dans lequel est tombée l'URSS brejnévienne.

Il justifie entièrement cette création dans un entretien pour le *Nouvel Observateur* : « *Vous ne regrettez pas non plus d'avoir favorisé l'intégrisme islamiste, d'avoir donné des armes et des conseils à de futurs terroristes ?* Z Brz. : *Qu'est-ce qui est le plus important au regard de l'histoire du monde ? Les talibans ou la chute de l'empire soviétique ? Quelques excités islamistes ou la libération de l'Europe centrale et la fin de la Guerre froide ?* » Aussi, révèle-t-il lui-même, il s'agissait bien d'un piège : « *Selon la version officielle de l'histoire, l'aide de la CIA aux moudjahidines a débuté courant 1980, c'est-à-dire après que l'armée soviétique eut envahi l'Afghanistan le 24 décembre 1979. Mais la réalité, gardée secrète jusqu'à présent, est tout autre : c'est en effet le 3 juillet 1979 que le président Carter a signé la première directive sur l'assistance clandestine aux opposants du régime prosoviétique de Kaboul. Et ce jour-là, j'ai écrit une note au président dans laquelle je lui expliquais qu'à mon avis cette aide allait entraîner une intervention militaire des Soviétiques. (...) Nous n'avons pas poussé les Russes à intervenir, mais nous avons sciemment augmenté la probabilité qu'ils le fassent.* » Et cet universitaire maléfique de se réjouir : « [...] *Cette opération secrète était une excellente idée. Elle a eu pour effet d'attirer les Russes dans le piège afghan et vous voulez que je le regrette ? Le jour où les Soviétiques ont officiellement franchi la frontière, j'ai écrit au président Carter, en substance :"Nous avons maintenant l'occasion de donner à l'URSS sa guerre du Vietnam"*. (...).

Il est aussi sans doute l'un des artisans des prétendues «révolutions (sic !) colorées», comme la prétendue «révolution (sic !) orange» en Ukraine, dont le but est l'encerclement de l'impérialisme russe. En un mot, la stratégie Brzezinski consiste à mettre l'accent sur la déstabilisation « discrète » et la subversion permanente des services secrets.

De fait, Obama préfère par exemple utiliser les frappes de drones en Afghanistan et dans les zones tribales du Pakistan. En dépit de leur caractère très homicide (des villages entiers sont ainsi décimés), ces agressions sauvages, mais « ciblées », ont l'avantage, pour les Américains, de pouvoir être passées sous silence par les médias de masse.

Ce sont moins les présidents que les intellectuels et représentants des supermonopoles US comme Brzezinski et Wolfowitz qui font la politique américaine ; ils incarnent la continuité de l'impérialisme américain. Aussi, s'il y avait un « empire du mal », ce serait les États-Unis. De combien d'agressions diverses sont-ils responsables au XXème siècle ? Que l'on compare avec l'histoire de l'URSS qui a toujours mené une politique de paix tout en repoussant les agresseurs impérialistes !

L'impérialisme américain y compris avec Obama au pouvoir prépare de nouvelles guerres, en liaison avec les objectifs de l'Etat sioniste d'Israël et le soutien réitéré de l'impérialisme français, l'Iran pourrait devenir la cible d'une agression majeure. La vigilance s'impose !

L'hégémonie des Etats-Unis semble presque totale, mais il n'y a pas de puissance éternelle dans l'histoire universelle, encore plus avec l'aggravation des contradictions inter-impérialistes et l'interdépendance des États capitalistes qui aggrave ces contradictions..

L'URCF affirme que la défaite du socialisme est temporaire et que la prochaine étape de l'histoire du monde reste toujours celle de l'affrontement entre impérialisme et révolution socialiste. Il s'agit ainsi de lutter pour le socialisme, de poursuivre le combat inauguré par la Commune, et poursuivie par l'URSS, ce qui signifie la lutte continue contre l'impérialisme américain, l'OTAN et les autres Etats impérialistes.

C.V.